Les étudiants de Barcelone

Manuel Tuñón De Lara

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/bhce/1025>

DOI : 10.4000/bhce.1025

ISSN : 1968-3723

Éditeur

Presses Universitaires de Provence

Édition imprimée

Date de publication : 1 décembre 2017

Pagination : 256

ISSN : 0987-4135

Référence électronique

Manuel Tuñón De Lara, « Les étudiants de Barcelone », *Bulletin d'Histoire Contemporaine de l'Espagne* [En ligne], 52 | 2017, mis en ligne le 09 octobre 2018, consulté le 15 septembre 2020. URL : <http://journals.openedition.org/bhce/1025>

Ce document a été généré automatiquement le 15 septembre 2020.

Bulletin d'histoire contemporaine de l'Espagne

Les étudiants de Barcelone

Manuel Tuñón De Lara

RÉFÉRENCE

Manuel Tuñón De Lara, « Les étudiants de Barcelone », revue *Esprit*, n° 305, avril 1962, p. 628-630.

- 1 Un colloque sur « La situation du poète dans notre société » devait avoir lieu le 20 février à la Faculté de Médecine de Barcelone. En effet, le colloque a eu lieu et les poètes Pere Quart, Gil de Biedma, J.A. Goytisolo, Foix et Ferrater ont eu tout loisir de discuter leur sujet. Mais le cadre n'était pas habituel. Les murs de la Faculté étaient couverts d'inscriptions géantes où l'on pouvait lire : « Démocratie », « Amnistie », « À bas Franco ! », et les couloirs étaient occupés par des groupes d'étudiants qui discutaient passionnément de l'arrestation de trois de leurs camarades : Armora, Sánchez et Sempere, accusés d'avoir peint les inscriptions subversives.
- 2 La situation devint plus étrange lorsqu'on ouvrit les portes de la salle de conférence : le portrait du Caudillo au-dessus de l'estrade présidentielle avait disparu ; on voyait à sa place un dessin représentant un pantin pendu à un poteau.
- 3 Ce fut le premier acte des manifestations des étudiants catalans. Le lendemain, 21 février, tous les établissements universitaires étaient couverts d'inscriptions subversives, tandis qu'une délégation d'étudiants, conduite par un père jésuite, chargé de cours à la Faculté des Lettres, se rendait aux locaux de la police pour demander, en vain, la libération des étudiants arrêtés.
- 4 Le jeudi 22 février, ce sont plusieurs centaines d'étudiants qui manifestent Vía Layetana, devant les locaux de la police, tandis que la grève commence un peu partout. Le vendredi 23, la grève est générale dans les Facultés de Médecine, des Sciences économiques et des Lettres ; la police cerne le bâtiment de l'Université pour empêcher des manifestations de rues.
- 5 Cette situation s'est prolongée plusieurs jours ; en dépit du déploiement des forces de police, les étudiants –qui avaient tenu une assemblée dans la cour de la Faculté des

sciences– sont sortis dans la rue et se sont heurtés aux gardes de la « Police armée ». Le 27 février et le 1er mars, 3 000 étudiants ont manifesté dans les rues de Barcelone. Au Jardin de l'Université s'est tenu un congrès libre des étudiants.

- 6 C'est au cours de ces manifestations que la police a arrêté l'étudiant danois Benu Ibsen et l'étudiant américain Mike Lodwik, accusés du « délit » consistant à prendre des photos des manifestation¹. Quant aux étudiants catalans arrêtés le 20 février, ils ont été déférés à la juridiction militaire².
- 7 Le fond de la question est le différend qui oppose la plupart des étudiants au Syndicat officiel (SEU) ; les étudiants demandent la liberté d'association (au lieu de l'inscription obligatoire au SEU) ou bien que les postes de direction de ce dernier soient désignés démocratiquement par les étudiants et non par les autorités (par les hiérarchies du « Mouvement » d'après les textes légaux). On se souviendra que les manifestations des étudiants madrilènes en février 1956, qui entraînèrent une crise gouvernementale, eurent pour origine une revendication analogue : la demande d'un congrès national des étudiants, libre de toute ingérence officielle et phalangiste. Il y a quelques semaines, des assemblées ont eu lieu dans plusieurs facultés de l'Université de Madrid, où les étudiants ont repoussé à nouveau le contrôle officiel du SEU et demandé la création d'une Association libre des étudiants. Le chef national du SEU, M. Aparicio Bernal, a offert sa démission il y a plus d'un mois et, d'après les dernières nouvelles, il serait remplacé incessamment, dans l'espoir, sans doute, d'apaiser les remous universitaires. Il est permis de douter qu'une telle mesure soit capable d'apporter une solution au malaise des étudiants espagnols. Ceux-ci se considèrent comme suffisamment mûrs pour ne plus accepter la mainmise officielle, et totalitaire, des organisations phalangistes.

NOTES

1. On croit savoir qu'ils seront libérés, après une démarche de leurs consuls, sous une forte caution.

2. Le Tribunal militaire a condamné M. Sempere à sept ans de prison, M. Parra à quatre ans et MM. Sánchez et Armora à deux ans.